

Rectorat de l'académie de Créteil Division des personnels enseignants

4, rue Georges-Enesco 94 010 Créteil Cedex www.ac-creteil.fr

Le recteur de l'académie de Créteil

- Vu l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique;
- Vu le code général de la fonction publique ;
- Vu le décret n° 70-738 du 12 août 1970 modifié relatif au statut particulier des conseillers principaux d'éducation.

ARRETE

Article 1er : Les 4 conseillers principaux d'éducation dont les noms suivent sont inscrits et promus sur le tableau d'avancement à l'échelon spécial de la classe exceptionnelle de leur corps au titre de l'année 2022.

Nom	Nom Patronymique	Prénom	Discipline
BELKEBLA	BELKEBLA	KAMEL	Education
MORIZOT	MORIZOT	SYLVIE	Education
POUILLOT	POUILLOT	PHILIPPE	Education
SZTEMBERG	HAZIZA	NELLY	Education

Part des femmes au niveau académique : 82 %

- Part des hommes au niveau académique : 18 %

Taux de promotion des femmes : 50 %

- Taux de promotion des hommes : 50 %

Division des personnels enseignants



Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de l'Académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Créteil, le

Pour le Recteur et par délégation

Le Secrétaire Général Adjoint

Directeur des Relations et des Ressources Humaines

Mehdi CHERFI

Voies et delais de recours

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- · soit un recours gracieux ou hiérarchique ;
- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois*: - à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique;

- ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Dans les cas exceptionnels où une explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite - c'est à dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision - vous disposerez à nouveau d'un délai de 2 mois* à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

4 mois pour les agents demeurant à l'étranger.